

# Les réprobations de l'ambassadeur de France

Jeune Afrique - 21/07/10



Jean-Marc Châtaigner et Andry Rajoelina, le 19 mars 2009 à Antananarivo. © AFP

Y aurait-il de l'eau dans le gaz entre la France et le régime de transition ? Les spéculations vont bon train à Madagascar depuis [le 14 juillet](#). Ce jour-là, deux événements attirent l'attention. À Paris, [le défilé des troupes africaines](#) se déroule en l'absence d'Andry Rajoelina, qui n'a pas été invité. Quelques heures plus tard, à Antananarivo, Jean-Marc Châtaigner, l'ambassadeur français, profite d'une cérémonie pour lâcher plusieurs saillies.

Tout le monde en prend pour son grade : les opposants et, plus surprenant, le régime de transition. L'ambassadeur en appelle à « la transparence des finances publiques », au « refus de toute corruption », au respect de la liberté de la presse... Il réclame la dissolution « des milices paramilitaires » – dont la plus active est celle d'Alain Ramaroson, l'un des membres les plus influents de la Haute Autorité de la transition (HAT) – ainsi que celle de la Force d'intervention spéciale (FIS). Cet escadron, sorte de garde présidentielle créée de toutes pièces après la chute de Marc Ravalomanana, s'est distingué par ses [méthodes expéditives](#).

Si officiellement le Quai d'Orsay s'en défend, en « off », les diplomates français et les médiateurs internationaux ne s'en cachent pas : depuis sa prise de pouvoir, Rajoelina a toujours été [soutenu par Paris](#) – et plus particulièrement par l'Élysée, le dossier étant géré par le secrétaire général de la présidence, Claude Guéant, et par le conseiller Afrique de Nicolas Sarkozy, André Parant. À Tana, plusieurs conseillers de Rajoelina jouent les courroies de transmission, parmi lesquels l'homme d'affaires franco-malgache Patrick Leloup, proche de Robert Bourgi, conseiller de Nicolas Sarkozy.

La déclaration de Jean-Marc Châtaigner ne marque pas pour autant un revirement de la position française. Dans son discours, le diplomate soutient la tactique de Rajoelina – [des élections](#) le plus tôt possible, [sans attendre](#) la constitution d'un gouvernement de consensus ni même une nouvelle médiation internationale – et salue sa « décision exemplaire et courageuse » de [ne pas se présenter à la présidentielle](#), une idée qui lui a été très fortement soufflée par Paris.

Ses attaques visent plutôt une partie de l'entourage présidentiel, ces hommes et ces femmes que les diplomates du Quai d'Orsay appellent « les jusqu'au-boutistes », accusés d'enfermer le jeune président dans une posture radicale et d'être à l'origine des arrestations de journalistes et d'opposants qui ternissent l'image du régime. Pas évident que l'Élysée soit sur la même longueur d'onde...

-----  
*Précision* : A la lecture de cet article, Robert Bourgi tient à préciser qu'il ne s'occupe plus du dossier malgache depuis juin 2009 et qu'il n'a aujourd'hui plus aucun lien avec Andry Rajoelina et l'un de ses conseillers, l'homme d'affaires franco-malgache Patrick Leloup.

Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2584p014-016.xml2/france-diplomatie-opposition-corruptionles-reprobations-de-l-ambassadeur.html>